

VERSION PROVISoire

NE PAS CITER SANS MENTIONNER LA SOURCE
La version définitive comprend aussi le compte rendu analytique bilingue. Les annexes sont reprises dans une brochure séparée.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

VOORLOPIGE VERSIE

NIET CITEREN ZONDER BRONVERMELDING
De definitieve versie bevat ook het tweetalige beknopt verslag. De bijlagen zijn in een aparte brochure opgenomen.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU INTEGRAL

COMMISSION DE L'INTERIEUR, DE LA SECURITE,
DE LA MIGRATION ET DES MATIERES
ADMINISTRATIVES

INTEGRAAL VERSLAG

COMMISSIE VOOR BINNENLANDSE ZAKEN,
VEILIGHEID, MIGRATIE EN BESTUURSZAKEN

Mercredi**09-02-2022****Matin****Woensdag****09-02-2022****Voormiddag**

*Les textes n'ont pas encore été révisés par les orateurs.
Ceux-ci peuvent communiquer leurs corrections par écrit
avant le*

14-02-2022, à 16 heures

au Service du Compte rendu intégral.

e-mail: CRIV@lachambre.be

*De teksten werden nog niet door de sprekers nagezien. Zij
kunnen hun correcties schriftelijk
meedelen vóór*

14-02-2022, om 16 uur

aan de Dienst Integraal Verslag.

e-mail: CRIV@dekamer.be

N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	Parti Socialiste
VB	Vlaams Belang
MR	Mouvement Réformateur
CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	Open Vlaamse Liberalen en Democraten
Vooruit	Vooruit
cdH	centre démocrate Humaniste
DéFI	Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications :		Afkortingen bij de nummering van de publicaties :	
DOC 55 0000/000	Document parlementaire de la 55 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 55 0000/000	Parlementair stuk van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (op beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants	Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Commandes :	Bestellingen :
Place de la Nation 2	Natieplein 2
1008 Bruxelles	1008 Brussel
Tél. : 02/ 549 81 60	Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74	Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be	www.dekamer.be
e-mail : publications@lachambre.be	e-mail : publicaties@dekamer.be

hebben op de lokale politiezones. Zal de afgesproken loonsverhoging via een federale enveloppe geregeld worden, of schuift u de loonkostenverhoging door naar de lokale besturen?

01.05 **Sigrid Goethals** (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, eind januari hebt u uiteindelijk, na ontzettend lang overleg, een tussenakkoord kunnen afkloppen met de twee grootste politievakbonden, het VSOA en de het NSPV. Er komt, zoals al werd gezegd, een structurele loonsverhoging. De loopbaanmogelijkheden en arbeidsomstandigheden zullen verbeterd worden. Niemand kan ontkennen dat dit een stap in de goede richting is.

Wat ons vooral opvalt, is dat niet elke vakbond zich achter dat akkoord schaaft. Zowel het ACV als de ACOD laten verstaan dat zij eigenlijk niet akkoord gaan. De socialistische vakbond kondigde zelfs meteen een stakingsaanzegging aan voor midden februari.

Voorts bestaat de vrees, zoals ook al werd aangehaald, dat de loonkosten betaald zullen moeten door de gemeenten en niet door uw diensten.

Mevrouw de minister, kunt u toelichten waarom twee vakbonden tegengestemd hebben? Wat legden zij op tafel, waaraan niet voldaan kon worden in dit tussenakkoord?

Zal de onderhandelde loonsverhoging echt een impact kennen op de lokale politiezones, waarvoor werd gevreesd? Kunt u toelichten hoe dat een invloed zal hebben op de dotatie? In hoeverre werden de lokale politiezones betrokken bij de vorming van het akkoord dat u met de politievakbonden sloot?

01.06 **Daniel Senesael** (PS): Monsieur le président, madame la ministre, les syndicats policiers majoritaires SNPS et SFLP et vous-même êtes parvenus à un accord sur la revalorisation salariale des policiers dans notre pays. Concrètement, cet accord propose une enveloppe budgétaire de 120 millions d'euros entérinant une augmentation de 140 euros net par mois pour les aspirants inspecteurs et de 70 euros net par mois pour les policiers. Cet accord est qualifié d'historique par certains, mais d'insuffisant par la CGSP et par la CSC, qui se sont abstenues et qui ont fait part de leurs inquiétudes concernant l'absence de garantie pour le maintien de la NAPAP, et concerne le salaire et les conditions de

travail de policiers, afin de revaloriser ce métier et de le rendre plus attractif.

Un second volet de négociations a été annoncé afin d'aborder les questions liées à la qualité du travail de policier, notamment celle des violences que subissent nos forces de l'ordre, mais également celle de l'aménagement de carrière des policiers seniors. Une concertation avec les pouvoirs locaux est également enfin annoncée.

Madame la ministre, pouvez-vous me communiquer les détails de cet accord intervenu, les augmentations pour les différents statuts au sein de la politique intégrée, l'agenda et les budgets dégagés? Pourriez-vous me faire le point sur la question de la NAPAP et me faire part de vos intentions en la matière? Quel agenda est-il prévu afin de discuter du second volet de pourparlers avec les syndicats policiers? Qu'en est-il en termes de calendrier et d'ambition, dans les négociations avec les pouvoirs locaux? Enfin, quelles propositions d'amélioration et d'avancées sur l'aspect qualitatif du travail des policiers sont-elles sur la table, spécifiquement sur la lutte contre les violences ciblant les policiers et sur les dispositions quant aux conditions de travail des policiers?

01.07 **Vanessa Matz** (cdH): Monsieur le président, madame la ministre, le 28 janvier 2022 s'est tenu un nouveau comité de négociation dans le cadre des discussions sur un accord sectoriel. Les organisations syndicales ont été invitées à se prononcer sur les propositions actuellement sur la table.

Il semblerait que les attentes légitimes et importantes n'ont pas été comblées ou seront remises à plus tard. La CSC Police et la CGSP ont ainsi donné un avis défavorable. Quant au SNPS et au SLFP Police, ceux-ci ont donné un avis favorable conditionné.

Pour la CSC Police, les propositions présentées étaient jugées insuffisantes au motif notamment que le cadre opérationnel attendait une revalorisation salariale plus importante. Pour rappel, un premier correctif très ciblé avait été consenti par les organisations syndicales en 2018, lors des précédentes négociations sectorielles, à la condition d'une future majoration substantielle des échelles barémiques de l'ensemble des collègues.

Or, les simulations communiquées correspondent à une fourchette moyenne comprise entre 40 et 70, car elle peut encore varier en fonction de la

situation fiscale du membre du personnel et de son traitement actuel, ce qui est peu à la lumière de l'inflation que subit l'ensemble de la population, y compris nos policiers.

Ensuite, des décisions ont été prises pour les CALog. En effet, une correction a été retenue pour les niveaux C et D, mais les montants sont infimes et ne permettent pas au personnel concerné de se sentir reconnu. Les niveaux A sont exclus de l'accord pour cette partie. De plus, la mise en œuvre programmée de cette correction n'est prévue qu'à partir de 2023.

Enfin, concernant la deuxième phase de négociation, celle-ci est prévue en 2024, soit en fin de législature. Cela nous semble être un véritable pari sur l'avenir.

Madame la ministre, comment justifiez-vous, chiffres à l'appui, les choix qui ont été opérés? Pour quelles raisons n'avez-vous pas souscrit aux propositions de la CSC et de la FGTB? Pourquoi avez-vous phasé, en deux fois, les négociations? Pour quelles raisons attendez-vous jusqu'en 2024 pour débiter la deuxième phase de négociation? Qu'en est-il du maintien de la NAPAP et de l'implémentation du télétravail au sein de la police intégrée, indemnités comprises? Quel est l'impact sur les pouvoirs locaux et sur les zones de police de cet accord que je qualifie d'intermédiaire?

01.08 Julie Chanson (Ecolo-Groen): *Madame la ministre, les négociations sectorielles avec les syndicats policiers se poursuivent, les rencontres se succèdent et je souhaite donc savoir où vous en êtes.*

En effet, une partie des syndicats policiers communique en ce moment sur l'état des négociations et le SLFP ainsi que le SNPS relatent qu'ils ont marqué un accord intermédiaire et conditionnel.

Doit-on déduire que la CGSP et la CSC refusent quant à elles la proposition que vous leur avez faite? En définitive, y a-t-il accord ou non? Si oui, sur quel accord les négociations sectorielles ont-elles abouti en matière de revalorisation salariale?

Qu'en est-il au sujet de la NAPAP, qui elle aussi figurait au centre des négociations?

Enfin, qu'en est-il pour les autres corps, tel que celui des pompiers par exemple? Avez-vous déjà des retours de leurs représentants syndicaux à ce propos?

01.09 Tim Vandepuut (Open Vld): *Op 28 januari kondigde u aan dat er een tussentijds akkoord gerealiseerd werd met VSOA en NSPV. ACV en ACOD keurden het akkoord niet goed. Na moeizame en lange onderhandelingen wil ik u feliciteren met het bereiken van dit eerste tussenakkoord! Na 20 jaar is dit verdiend. Ook omdat de job van politiemans of -vrouw de laatste jaren complexer en veeleisender geworden is.*

We konden al enkele zaken via de media vernemen: een structurele loonsverhoging van gemiddeld 5 procent, de invoering van maaltijdcheques ter waarde van 120 euro per maand voor alle personeelsleden, behoud van NAVAP als individueel recht, voorzien van aangepaste functies en een tweede fase van de onderhandelingen vanaf 2024. De timing die u vooropstelt voor de inwerkingtreding van dit akkoord is 1 januari 2023.

Ik heb dan ook volgende vragen:

Met welke middelen zal dit loonakkoord gefinancierd worden?

Hoeveel van het totale budget wordt federaal, lokaal of door het verkeersveiligheidsfonds gefinancierd?

NAVAP blijft een individueel recht. Kan u daar een toelichting bij geven?

Wat zal u concreet doen om politiemedewerkers actief te houden op een gezonde manier?

Graag een toelichting bij het "uitnodigen" van rechthebbenden om actief te blijven?

Welke 'aangepaste functies' zullen er opgericht worden?

Graag een toelichting bij de volgende stappen: hoe zal dit tussenakkoord verder worden uitgediept?

01.10 Jan Briers (CD&V): *Mevrouw de minister, na maanden onderhandelen is het u gelukt. Samen met de vakbonden NSPV en VSOA bereikte u een tussenakkoord over een substantiële verbetering van het statuut van onze politiemensen. U krijgt een trein in beweging die twintig jaar stilstond. U krijgt alleszins mijn welgemeende felicitaties. Uw akkoord omvat een loonsverhoging voor zowel het operationeel als het burgerpersoneel en het behoud van de NAVAP-regeling als een individueel recht en er is afgesproken om werk te maken van een betere balans werk-vrije tijd en een flexibelere loopbaan voor het politiepersoneel. Dat zijn mooie vooruitzichten.*

Het ACV en de ACOD hebben het tussenakkoord niet mee ondertekend. We vernemen echter dat er de komende weken nog zal worden verder

gewerkt aan de verfijning van het akkoord. Zal u alsnog proberen om deze twee vakbonden opnieuw bij de besprekingen te betrekken?

De NAVAP-regeling blijft behouden als individueel recht, maar in uw persbericht lezen we dat u er toch alles aan zal doen om de mensen aan te moedigen ook na hun 58ste te blijven verder werken. Hoe zal dit concreet gebeuren? Zijn hieromtrent al plannen uitgewerkt of afspraken gemaakt?

U hebt steeds gezegd dat u de positie van de lokale besturen niet uit het oog wou verliezen bij de onderhandeling voor dit akkoord. Hoe hebben zij gereageerd? Hoe worden de afgesproken financiële inspanningen verdeeld tussen de federale overheid en de lokale besturen?

Zijn er met dit akkoord ook afspraken gemaakt rond een regeling voor de zijinstroom van gespecialiseerde profielen? Zo ja, welke?

01.11 Sophie Rohonyi (DéFI): Monsieur le président, madame la ministre, à l'instar de mes collègues, je me dois d'intervenir dans le cadre de ce débat d'actualité parce que nos policiers ont droit à une revalorisation salariale. On les en prive depuis près de vingt ans alors que leurs missions ne font qu'augmenter, s'intensifier et se diversifier. Les attentats ou la crise sanitaire nous l'ont encore démontré.

Un accord, attendu depuis des mois, est finalement intervenu avec deux syndicats le 28 janvier dernier. Selon vous, il s'agirait d'une victoire et selon nous, il s'agit de poudre aux yeux. C'est la raison pour laquelle une partie conséquente de notre corps policier rejette aujourd'hui les solutions que vous avez proposées dans ce cadre parce qu'elles ne rencontrent pas l'urgente nécessité de rendre leur métier plus attractif. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que la CGSP a déposé un préavis de grève qui débutera le 15 février prochain.

Vous proposez aux policiers une revalorisation salariale allant jusqu'à maximum 70 euros net par mois tout de suite mais vous leur demandez d'attendre jusqu'en 2024 pour déterminer si de nouvelles marges peuvent éventuellement être dégagées d'ici là, autrement dit, vous refilez la patate chaude à votre successeur.

Par ailleurs, s'il est vrai qu'une revalorisation des barèmes sociaux des forces de l'ordre est une nécessité, se pose également la question de son financement entre les différents niveaux de

pouvoir puisque le financement des zones de police dépend en grande partie des dotations communales. Or, la crise économique et sanitaire pèse encore très lourd sur les finances des autorités locales, en particulier à Bruxelles. Entre les dotations aux CPAS qui s'envolent, les recettes à l'impôt des personnes physiques qui diminuent et la hausse barémique des agents communaux, les budgets communaux sont dans le rouge et bon nombre de communes tirent la sonnette d'alarme.

Madame la ministre, quels sont les éléments qui empêchent aujourd'hui une véritable revalorisation salariale de nos policiers? D'où proviendront les 120 millions d'euros que vous avez dégagés? Qui supportera le coût budgétaire de la revalorisation salariale des forces de l'ordre des zones de police locale? Le gouvernement entend-il intervenir financièrement pour soutenir les finances communales? Pourquoi fixer une date de réouverture des négociations en 2024 et pas avant? Enfin, pour quelles raisons le maintien des régimes d'aménagement de fin de carrière a-t-il purement et simplement été exclu des négociations?

01.12 Nabil Boukili (PVDA-PTB): Monsieur le président, j'ai déposé deux questions. Pour la première, je me réfère au texte écrit.

Madame la Ministre, voici plusieurs mois qu'en signe de bonne foi, les policiers ont cessé leurs actions. Les négociations sectorielles sont toujours en cours et ne semblent pas avancer. Cela fait 20 ans que le salaire des policiers n'a pas été revalorisé. Malgré cela, vous ne proposez toujours pas une revalorisation suffisante aux policiers: une enveloppe de 120 millions est proposée mais elle est insuffisante et ne se traduira que par une augmentation entre 44 et 74 € nets et seulement pour une partie du personnel. Pour d'autres, comme les CAlogs C et D, ils y gagneront... entre 1 € et 5 € nets !

Rappelons aussi que les policiers ne bénéficient toujours d'aucune mesure structurelle d'aménagement des fins de carrière. Jusqu'il y a peu, vous menaciez d'ailleurs le régime NAPAP.

Je souhaiterais dès lors vous demander :

- Où en sont les négociations avec les syndicats de police? Comment expliquez-vous le manque d'avancées?

- Une nouvelle réunion a eu lieu ce mardi. Qu'avez-vous proposé aux policiers?

Madame la Ministre, vendredi dernier vous avez

rencontré les différents syndicats policiers... Une nouvelle fois, la CGSP et la CSC ont rejeté vos propositions concernant la revalorisation salariale du métier de policier... Après 20 ans d'attente, et alors que vous prônez l'attractivité de la fonction, les membres du personnel sont en droit d'attendre une meilleure prise en compte de leur emploi.

Les policiers ne vous font plus confiance pour préserver leurs acquis sociaux, je parle ici bien entendu de la disposition de la non-activité préalable à la pension (NAPAP) dont vous avez tenté de vous servir pour faire pression sur les syndicats et pour leur faire accepter un accord salarial très maigre.

J'en viens à ma deuxième question. Madame la ministre, cela fait des mois que vous négociez un accord sectoriel avec la police pour revaloriser des salaires qui n'ont pas augmenté depuis vingt ans.

La CGSP et la CSC ont rejeté votre proposition de préaccord et les affiliés des deux autres syndicats ont également manifesté leur mécontentement à l'égard d'une proposition qu'ils jugent beaucoup trop maigre. Les syndicats vous ont reproché à plusieurs reprises votre manière de travailler lors des échanges.

La semaine passée, des bourgmestres se sont révoltés contre un accord pour lequel ils n'ont même pas été consultés. Votre décision risque d'impacter à hauteur de 30 millions d'euros les finances de l'ensemble des communes et vous n'avez visiblement pas jugé utile de leur parler.

Nous vous avons déjà indiqué que les communes étaient pour la plupart exsangues et qu'elles ne pouvaient se permettre d'assumer le coût de ces décisions. Il est nécessaire que le gouvernement fédéral assume ses responsabilités de financement.

Sur la chaîne *BX1*, un de ces bourgmestres témoigne du dilemme face auquel vous les placez. Je le cite: "Soit il faudra engager moins de policiers, soit faire des économies ailleurs, alors qu'on sait qu'il y a une forte pression sur les finances communales".

Madame la ministre, allez-vous vous expliquer face à la Conférence des bourgmestres, comme ils vous l'ont demandé? Le fédéral va-t-il assumer le coût des décisions que vous avez prises sans consultation des bourgmestres?

01.13 Minister **Annelies Verlinden**: Ik zal eerst

een stand van zaken geven om nadien in te gaan op de meer gerichte vragen over de sectorale onderhandelingen.

Ik heb inderdaad op vrijdag 28 januari in het onderhandelingscomité 537 met de twee grootste vakorganisaties van de politie, met name NSPV/SNSP en VSOA/SLPFP, een tussentijds voorwaardelijk akkoord gesloten met betrekking tot een nieuw sectoraal akkoord voor de geïntegreerde politie. Mevrouw Goethals, u klaagde aan dat het ontzettend lang geduurd heeft. Het is dan gepast om alles wat in perspectief te plaatsen. Het vorige sectorale akkoord, gesloten door de heer Jambon, over een heel klein stukje, met name maaltijdcheques, heeft vier jaar op zich laten wachten. Gelet op de pandemie kan men moeilijk spreken van een ontzettend lang onderhandelingsproces. Zo'n proces duurt altijd langer dan gewenst voor iedereen aan tafel, maar we zijn nog lang niet aan het einde van de legislatuur en er ligt een akkoord.

Ik onderstreep dat het akkoord zowel de federale als de lokale politiediensten aanbelangt en betrekking heeft op zowel het operationele als het administratieve en het logistieke kader, en dus ook de federale overheid en de lokale besturen. Bovendien was het mijn opzet en dat van de vakbonden om een sectoraal akkoord te sluiten met zowel een kwantitatief als een kwalitatief onderdeel. Beide onderdelen moeten immers de aantrekkelijkheid van de politiek verhogen en dat is ook de reden waarom we spreken over een tussenakkoord. We hebben afspraken gemaakt over het kwantitatieve aspect, maar het kwalitatieve deel volgt nog.

Essentieel voor personeelsleden zijn zowel een correct loon als jobvoldoening, die verband houdt met heel wat aspecten. Naast meer individuele, persoonlijke factoren, is er ook een reeks organisatorische elementen als infrastructuur, innovatieve middelen, computers, IT, een goede uitrusting, performante werkprocedures, telewerk – daar hebben we het later nog over – die ervoor zorgen dat politiemedewerkers gemotiveerd zijn en blijven om bij de politie aan de slag te gaan. Het kwalitatieve deel van het sectoraal akkoord moet ook betrekking hebben op dat tweede element, de jobvoldoening.

De besprekingen van de afgelopen periode hadden vooral betrekking op het kwantitatieve onderdeel, meer specifiek loonsverhogingen en/of -correcties bij het operationeel personeel en CALog-personeel bij de politie. We werken verder, er is nog werk aan de winkel – het zal nooit af zijn

– om het statuut van de politiemensen te verbeteren.

Het akkoord moet nu in regelgevende teksten gegoten worden. Er is een principieel akkoord over de uitgangspunten, maar uiteraard moet dat vertaald worden in de noodzakelijke koninklijke besluiten om de statuten van al die politiemensen juist te zetten. Dat vraagt nog wat tijd. Dat is ook niet anders dan bij eerdere afspraken in sectorale onderhandelingen, niet alleen bij de politie, maar ook elders.

Voorts is er ook de budgettaire vertaalslag van het akkoord op federaal niveau conform de afspraken die gemaakt worden in de Ministerraad. Voor het budgettaire deel zal ik het overleg met de lokale besturen voortzetten.

Monsieur Boukili, je peux donc déjà nier qu'il n'y aurait pas eu de consultation des autorités locales. Les autorités locales sont à chaque fois invitées pour les négociations. Nous avons aussi eu des contacts avec elles. Il est tout à fait inexact qu'il n'y aurait pas eu de consultations avec les autorités locales. Elles peuvent d'ailleurs toujours intervenir lors des réunions des comités de concertation et comités de négociation.

Gelet op het feit dat we het kwalitatieve onderdeel verder uitwerken en de teksten nog moeten opmaken, hebben we de inwerkingtreding van het nieuwe sectorale akkoord gepland op 1 januari. Zo is de verdere afwikkeling te voorzien.

We hebben inderdaad vooropgesteld om in twee fasen te werken. Dit voorjaar hebben we de eerste fase afgewerkt en daarna zullen we de rest afwerken om het akkoord in werking te laten treden op 1 januari. In 2024 zullen we dan met de lokale besturen onderzoeken welke andere verbetering mogelijk zijn. Die datum is ook samen met de lokale besturen afgestemd. De lokale verkiezingen in 2024 kunnen daarbij ook doorslaggevend zijn. We zullen dan rekening kunnen houden met de nieuwe meerderheden in de lokale besturen. Bovendien kunnen we afstemmen op de onderhandelingen met de personeelsleden van de lokale besturen. Dat is waarom wij in twee fasen werken en het perspectief bewaren. Dat is mijn inspanningsverbintenis ten opzichte van de lokale besturen. Maar uiteraard kunnen we niet vooruitlopen op het resultaat. Door te werken in twee fasen kunnen we een einde breien aan een twee decennia durende stilstand in de baremieke loonsverhogingen van de geïntegreerde politie.

Eind dit jaar zal de geïntegreerde politie toch al een bijkomend voordeel genieten, omdat vanaf 1 november de maaltijdcheques worden ingevoerd. Dat akkoord was onderhandeld in 2018, maar treedt bijna vier jaar na datum pas in werking. Er is toen ook niet afgestemd met de lokale besturen, terwijl de invoering van maaltijdcheques de lokale besturen toch 36 miljoen euro kost, als ik me niet vergis. Wij pakken het nu dus anders aan. Er moet ook rekening worden gehouden met de budgettaire lasten van de openbare besturen.

Ik kom nog even terug op de inhoud van het akkoord dat we hebben gesloten. Het tussentijdse akkoord met de twee grootste vakbonden is goed voor een bedrag van iets meer dan 120 miljoen euro. Ik wil me echter niet vastpinnen op specifieke bedragen, want de berekening hangt ook af van de persoonlijke situaties van de medewerkers van de geïntegreerde politie, zeker in het licht van hun fiscale regime. In grote lijnen kan echter worden gesteld dat er voor de operationele personeelsleden van de politie een loonsverhoging van ongeveer 1.000 euro bruto per jaar komt en voor de CALogs van niveaus B, C en D een looncorrectie op basis van een vergelijking met gelijkaardige barema's in de federale openbare sector.

Er waren al verhogingen doorgevoerd in het verleden, maar nu zullen de barema's van de CALogs dus worden afgestemd op de barema's in het federaal openbaar ambt.

Madame Matz, je peux vous confirmer que les choix, qui ont été opérés en collaboration avec les organisations syndicales, ont été repris.

Au fil du temps les acteurs autour de la table se sont accordés sur une augmentation linéaire de 1 000 euros sur base annuelle à 100 % pour le cadre opérationnel. Pour les cadres administratifs et logistique (CALog), il a été décidé de proposer un ajustement, une connexion salariale, en fonction des grilles de salaire similaires dans la Fonction publique.

Comme je viens de le dire, cela n'aurait aucun sens d'exiger pour ce groupe cible plus que ce qui est prévu pour les membres de la Fonction publique fédérale. C'est la raison pour laquelle les CALog de niveau A ne sont éligibles dans le cadre actuel. En effet, ils sont déjà au même niveau pour ce qui concerne les barèmes de la Fonction publique.

Bovendien hebben de overheid en de

vakorganisaties zeer bewust afgesproken om het tijdens de loononderhandelingen niet te hebben over nettobedragen, maar over brutobedragen op jaarbasis. Het gaat daarbij steeds om de niet-geïndexeerde bedragen. Belangrijk in dit opzicht is dat wel de garantie wordt geboden dat de voorziene brutoverhogingen leiden tot een nettoverhoging van gemiddeld 70 euro.

Zoals ik aangaf is de bruto-nettoverhouding uiteraard afhankelijk van de specifieke, persoonlijke situatie. Men mag zich niet blindstaren op het voorbeeld van een netto-effect op maandbasis op basis van de huidige parameters. De uiteindelijke nettowinst voor de mensen zal duidelijk zijn bij de fiscale afrekening het daaropvolgende jaar. Er moet daarenboven ook rekening worden gehouden met de positieve invloed van de brutoverhogingen op het vakantiegeld, de eindejaarstoelage, op overuren, weekend- en nachturen, allemaal elementen die mee in rekening moeten worden gebracht. Dat maakt het uiteraard onmogelijk om op dit moment al deze bedragen specifiek te geven voor het personeelsvolume van de geïntegreerde politie.

Met het oog op de aantrekkelijkheid van de politie hebben we ervoor gezorgd dat aspirant-inspecteurs die hun basisopleiding aanvatten in de specifieke graad van aspirant-inspecteur, ingeschaald kunnen worden volgens de loonschaal B1. Dat betekent een substantiële loonsverhoging.

Een begrotingsherziening voor 2022 is niet nodig omdat het in werking treedt in 2023, en het dus wordt ingeschreven op de middelen van 2023.

Naast het kwantitatieve akkoord zijn er nog drie andere protocollen afgesproken met de vakbonden.

Een eerste gaat over de intentie voor de loonsonderhandelingen fase twee in 2024, namelijk samen met de lokale besturen en op het ritme van de lokale besturen. Verder een telewerkvergoeding naar analogie van wat is voorgesteld voor het federaal openbaar ambt, uiteraard aangepast aan het specifieke *métier* van de politie. Ten derde een verwijzing naar de NAVAP-regeling, waarbij we hebben aangegeven dat het uiteraard wel de bedoeling is zoveel mogelijk mensen aan het werk te houden, ook via een activeringbeleid. Het is in het belang van de mensen zelf, maar ook van de politie, om zo veel mogelijk expertise aan boord te halen, ook in het licht van eerdere afspraken die hieromtrent zijn gemaakt.

Inzake uw twee vragen omtrent de twee vakorganisaties die zich op dit moment niet akkoord kunnen verklaren met het voorgestelde bedrag, kan ik u zeggen dat zij als reden hiervoor aangeven het bedrag ontoereikend te vinden en dat zij wensen dat het dossier opnieuw op de tafel wordt gelegd van de ministerraad van de federale regering, om zo doende een hoger bedrag te kunnen bedingen. Dat heb ik meermaals gedaan in de loop van de onderhandelingen en ik heb het dossier ook vaak aangekaart bij de collega's. Ik heb hen te kennen gegeven dat ik steeds gehandeld heb binnen de budgettaire context voor de eerste fase van de loonsverhogingen, en dat het dus niet mogelijk is het bedrag op dit moment nog te verhogen.

Iedereen kent immers – u hebt er zelf ook naar verwezen – de sociaal-economische en budgettaire context van ons land, mede als gevolg van de COVID-19-pandemie. Maar dat heeft mij er niet toe aangezet niets te doen. Integendeel, wij hebben de handschoen opgenomen, zeker omdat de politiediensten tijdens de pandemie een heel belangrijke rol hebben gespeeld in het controleren van de coronamaatregelen en in het handhaven van de openbare orde.

Wij hebben dus, ondanks de situatie, na twintig jaar *standstill* de beslissing genomen de politie aantrekkelijker te maken en erin te investeren.

Ik wil u allemaal bedanken, geachte leden, en ik wil u uitnodigen daar samen met mij verder aan te werken in de debatten die wij nog zullen voeren.

Ik wil ook de twee vakorganisaties danken die hun akkoord gegeven hebben. Uiteraard is de druk aan alle kanten groot. Die onderhandelingen werden uiteraard gevoerd binnen de budgettaire context van de federale overheid en die van de lokale besturen, maar zeker ook binnen de context van de achterban van de vakorganisaties, die een uitdagende context is. Daar heb ik veel begrip voor. Ik wil zij die uiteindelijk zijn meegestapt zeker bedanken voor hun geloof in dit akkoord en voor hun geloof in dit traject dat wij samen verder zullen afhandelen.

Wat het kwalitatieve luik betreft, is het belangrijk dat wij samen met de politie en de vakbonden een aantal thema's kunnen vastleggen dat wij verder kunnen opnemen. Het gaat om een aantal snelle realisaties dat mogelijk is, maar ook om andere thema's die wij in deze legislatuur willen bespreken en voorbereiden, bijvoorbeeld inzake de mobiliteit en de opleidingen, en inzake andere dingen die de aantrekkelijkheid kunnen

verbeteren.

Het is in elk geval onze gemeenschappelijke ambitie dit samen te doen met de vakbonden, binnen deze legislatuur, en het zoveel mogelijk af te ronden. Zoals ik daarstraks al zei, zal de weg nooit af zijn, en moeten wij hier ook in de jaren die komen aan kunnen werken.

Bien que les thèmes ne soient pas encore déterminés pour le volet qualitatif, je peux d'ores et déjà vous informer, monsieur Senesael, que les mesures concernant la violence envers les policiers ne feront probablement pas partie, en tant que telles, du volet qualitatif. Mais cela reste très important! Cela faisait partie de ma note de politique pour 2022. En tant que ministre de tutelle pour la police intégrée, je m'attelle à ces mesures en étroite collaboration avec mon collègue de la Justice et avec les autorités locales, qui sont les employeurs des zones de police locale, et les chefs de police fédérale et des zones de police locale. Ce n'est pas parce que cela ne fait pas partie de l'accord sectoriel que nous n'allons pas continuer à travailler sur ce point.

Inzake een volgende reeks vragen en opmerkingen heb ik al gezegd dat de overheid, ook de lokale, is vertegenwoordigd aan de onderhandelingstafel. Voor de lokale politiezones is de Vaste Commissie van de Lokale Politie de vaste gesprekspartner. Daarnaast worden ook de verenigingen van steden en gemeente, zowel de Vlaamse, de Brusselse als de Waalse, systematisch uitgenodigd op het onderhandelingscomité. Zij kunnen daar evident het woord nemen wanneer dat gepast is.

Monsieur Boukili, je comprends bien que vous fassiez référence à la Conférence des bourgmestres des six zones de police bruxelloises, car Brulocalis représente les communes et les CPAS, mais pas les six zones de police bruxelloises. Néanmoins, les représentants de Brulocalis étaient invités aux négociations et peuvent toujours intervenir. D'ailleurs, on a toujours demandé de communiquer les opinions, les suggestions et les idées autour de la table lors des négociations.

Met de verenigingen van steden en gemeenten hebben we afgesproken dat we naar een financieringsmechanisme zullen zoeken om de meerkosten van dit budgettaire akkoord op te vangen. Men moet de stappen zetten op het moment dat ze gezet kunnen worden in dit onderhandelingstraject. Uiteraard begrijpen we de moeilijke budgettaire context voor veel steden en

gemeenten. Om die reden hebben we er aandacht aan besteed tijdens de onderhandelingsprocedures. We zullen daar uiteraard rekening mee houden en een evenwicht zoeken zodat de druk voor de gemeenten in deze moeilijke tijd niet toeneemt.

Pour donner des détails, si on parle de 120 millions d'euros pour l'accord sectoriel, on parle d'une proportion d'environ 75 % qui concerne la police locale, soit 91 millions et quelques euros de plus pour les autorités locales.

In grote lijnen bedraagt het aandeel van de federale financiering in de lokale politiediensten vandaag ongeveer 40 %. De gemeentelijke dotaties bedragen ongeveer 60%. Dat aandeel schommelt af en toe. Op die manier werkt het vandaag.

U weet dat in de Staten-Generaal van de Politie werkzaamheden lopen omtrent de multidisciplinaire commissie Financiering lokale politiezones zodat wij kunnen bekijken hoe de financiering op de juiste manier kan lopen. Dat hangt uiteraard ook samen met de optimale schaalgrootte van de politiezones. Tegen de volgende budgetcycli willen wij bekijken of daaraan wijzigingen nodig zijn.

J'en arrive ainsi aux question sur la NAPAP. On connaît la NAPAP telle qu'elle a été façonnée par l'arrêté royal du 9 novembre 2015. Il s'agit d'un élément essentiel des négociations avec les syndicats.

Comme je l'ai déjà dit, la NAPAP existe encore sous sa forme originale, mais on continue à travailler sur une activation supplémentaire du groupe cible concerné, l'objectif étant de maintenir cette expertise au sein de la police intégrée, mais aussi de réduire son coût à l'avenir. À l'occasion de cet exercice, il sera également tenu compte des régimes de pension existants pour d'autres professions du service public. Des discussions au sein du gouvernement fédéral seront organisées à ce sujet.

Il est important de souligner que ce gouvernement comprend très bien les préoccupations des syndicats, mais aussi de la police intégrée en tant qu'organisation, au sujet de la NAPAP. Il s'agit d'un système hérité du passé. Un financement structurel n'a jamais été prévu, raison pour laquelle de nouveaux débats doivent avoir lieu, chaque année, à l'occasion des discussions budgétaires. Il importe donc de trouver une solution. C'est ce à quoi nous nous attelons

actuellement.

Daarmee heb ik ook geantwoord op de vragen van de commissievoorzitter en de heer Moyaers. Wij bekijken de NAVAP-regeling en daartoe is er ook al een financiering afgesproken in de jongste begrotingscontrole. Dat is uiteraard het vertrekstandpunt.

Madame Taquin, vous aviez une question sur le télétravail. Aujourd'hui, l'indemnité de télétravail n'est pas prévue pour le statut de policier. Faisant référence à la note de politique générale de la ministre de la Fonction publique et à son objectif d'augmenter l'indemnité de télétravail à 50 euros par mois pour les fonctionnaires qui travaillent à domicile quatre jours par mois, je me suis engagée à soutenir cette initiative au sein du gouvernement en vue d'en ouvrir le droit aux membres du personnel du secteur policier et à élaborer un règlement tenant compte de la spécificité du travail dans la police. Certains jobs ne se prêtent pas au télétravail et il faut en tenir compte en donnant des instructions internes afin de garantir une application conforme au sein du GPI pour le personnel. Pendant la crise covid, certaines zones avaient régulièrement recours au télétravail et d'autres pas. Il nous faut donc un système harmonisé pour la police intégrée.

Un groupe de travail est en train de se pencher sur la question en concertation avec les organisations syndicales. Mon objectif est qu'une circulaire GPI détermine le cadre du télétravail et les modalités d'octroi d'une indemnité de télétravail pour le cadre opérationnel CaLog et pour les diverses fonctions du métier de policier, sans affecter la finalité du télétravail.

Les travaux de ce groupe de travail sont déjà entamés et, comme je l'ai souligné dans ma note de politique pour 2022, la recherche d'un meilleur équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée ainsi que le fait de laisser un certain degré d'autonomie et d'autogestion aux membres du personnel contribuent à rendre l'organisation policière attrayante.

La période covid a permis à la police intégrée de se familiariser encore plus avec le télétravail qui était déjà appliqué par le passé pour certaines fonctions et certains services de police. Le développement et la mise à disposition des moyens IT nécessaires pour permettre un travail à domicile plus étendu ont été accélérés en 2020 et 2021. Par exemple, en 2021, la police intégrée a élaboré une note cadre pour le travail dissocié du cadre spatio-temporel pour les fonctions qui s'y

prêtent. Cette note fait l'objet de discussions avec les partenaires syndicaux et l'intention est de la mettre en application en 2022.

Het is dus zaak om te zoeken naar een beter evenwicht tussen werk en privéleven. Daarom heb ik daarvan in de beleidsnota van 2022 een belangrijke prioriteit gemaakt. Tijdens de coronapandemie is de politie immers ook met het telewerken vertrouwd geraakt. De ontwikkeling van de nodige ondersteuning, bijvoorbeeld op het vlak van IT, moet daarbij ook voor ogen worden gehouden.

Mijnheer Briers, gespecialiseerde profielen zijn niet opgenomen in het kwantitatief deel van het tussentijdse akkoord dat we hebben gemaakt, maar dat moet zeker aan bod komen in het kwalitatief deel. Dat is heel belangrijk. Wij hebben ook de communicatie gezien over bepaalde gespecialiseerde profielen bij de politie. Ik denk dat we er alles aan moeten doen om ervoor te zorgen dat we die snel kunnen rekruteren. Men is bezig om te bekijken of men die gespecialiseerde profielen sneller kan rekruteren dan vandaag het geval is. Dat kan ook helpen om de politie beter te wapenen in de strijd tegen de georganiseerde criminaliteit. Dat staat dus zeker op de agenda. Op die manier kunnen we via een zijinstroom gespecialiseerde financiële of cyberrechercheurs aanwerven. Dat kan een manier zijn om onder meer de FGP te versterken. Men is daar dus mee bezig maar dat maakt nog geen deel uit van het eerste akkoord.

Tot daar mijn antwoorden op de meeste vragen.

De **voorzitter**: Ik dank u voor het antwoord, mevrouw de minister. Dan geef ik het woord aan mevrouw Taquin.

01.14 **Caroline Taquin** (MR): Madame la ministre, j'ai certes obtenu certaines réponses à certaines questions, mais un flou persiste. Pas plus tard qu'hier, les présidents des zones de police recevaient un courrier de la part des Unions des Villes et communes (les Wallons, les Flamands et les Bruxellois). Je vais vous le lire.

"Comme vous le savez, la ministre de l'Intérieur a annoncé avoir conclu un accord sectoriel intermédiaire, ne portant que sur le volet quantitatif, avec deux organisations syndicales, le SLFP et le SLFNPS. Les deux syndicats signataires ont émis une série de remarques qui conditionnent leur accord. Nous ne savons pas encore comment la ministre se positionne sur ces conditions. La CGSP, quant à elle, a déposé un

préavis de grève motivé par la négociation sectorielle. Ce préavis de grève sera négocié ce matin du 9 février."

Je pense que la ministre a eu un retour et que celui-ci est bien activé.

"C'est dans ce cadre de la négociation de cet accord sectoriel et de ces négociations liées au préavis de grève de la CGSP que nous vous adressons la présente circulaire d'information.

Concrètement, l'accord porte sur une revalorisation à hauteur de 121 millions d'euros pour la police intégrée, dont 91 millions pour la police locale, pour la NAPAP, le maintien du régime, qui coûte 50 millions, dont 40 pour la police locale, pour le télétravail et l'instauration d'une indemnité *ad hoc* de 30 millions d'euros dont 22,5 millions pour la police locale, et concernant une seconde phase de négociations dès 2024 avec les pouvoirs locaux."

Vous m'excuserez, mais "dès 2024", on sait très bien que les élections communales ont lieu au mois d'octobre, qu'on prête serment au mois de décembre. Donc en 2024, il ne se passera rien du tout parce que les nouvelles majorités se mettront seulement en place en décembre. Sachant qu'on vote aussi au fédéral en 2024, y aura-t-il un gouvernement ou pas? Nous ne le savons pas.

En leur qualité de représentants des zones de police et de communes, les Unions des Villes et communes ont certes été invitées aux réunions de négociations officielles, mais sans réelle concertation entre le niveau fédéral et le niveau local. C'est en réalité au cours de réunions bilatérales entre la ministre et les organisations syndicales que les choses se sont décidées. Les Unions des Villes et communes se plaignent de ne pas être réellement entendues et les bourgmestres portent cette voix aussi, parce qu'ils sont sur le terrain et connaissent les finances locales.

Quant à l'engagement de la ministre sur l'ouverture de nouvelles négociations avec les Unions des Villes et communes dès 2024, nous avons, depuis le début des discussions, fait état de la situation financière problématique des zones de police et des communes, et de l'impossibilité, pour nos membres, de financer une revalorisation des traitements du personnel de la police. Nous ne voyons aucun signal permettant d'estimer que cette situation pourrait s'améliorer sensiblement au point de permettre d'envisager le financement de nouvelles revalorisations dès le début de 2024,

en particulier dans le contexte des surcoûts croissants reportés par le fédéral sur les finances communales en matière de police comme d'incendie.

Nous ne pouvons donc cautionner l'engagement de la ministre sur ce point, l'évaluation de la possibilité d'étudier de nouvelles revalorisations n'étant pas envisageable avant la constitution des futures majorités communales." Je vous passe la suite. Madame la ministre, vous avez reçu le courrier et vous aurez le temps de le lire. Tout cela pour vous dire que la police grogne. Les Unions des Villes et communes grognent. Les bourgmestres s'inquiètent parce qu'ils veulent la revalorisation du personnel des zones de police de manière globale. Nous estimons que ce qui est décidé par le fédéral, et vous avez notre appui à ce niveau-là, doit être financé par le fédéral. On va d'illusions en désillusions pour revenir à des illusions et retomber dans des désillusions. Cela ne va pas! La revalorisation partielle constitue un premier pas mais on attend une revalorisation globale et, comme je l'ai dit, financée par le fédéral. Les trois Unions des Villes et communes l'écrivent. Elles estiment que la ministre n'est pas en droit d'engager les finances communales.

Je n'ai pas reçu réponse à toutes mes questions. Je reviendrai vers vous évidemment avec les questions restées en suspens. Je suis cette matière de manière très attentive car, comme tout bourgmestre, je me dois d'apporter des réponses à mon chef de corps et à la zone de police en veillant aux finances communales. Je peux déjà vous le dire aujourd'hui: il n'est pas uniquement question d'inscrire des montants dans des budgets, il est question de banker ces montants et de pouvoir les payer. Les communes sont dans l'impossibilité de prendre en charge ce qui va se décider au fédéral. En matière de décisions, il faut aller un cran plus loin.

Je ne doute pas que vous déployiez tous les efforts pour ce faire mais je pense que, vu le panel de députés qui posent des questions aujourd'hui et qui s'intéressent aux accords sectoriels, je m'étonne quand même du peu de soutien que vous manifestez, madame la ministre.

01.15 Philippe Goffin (MR): Madame la ministre, je vous remercie pour vos réponses très précises. Je ne répéterai pas ce que mon excellente collègue vient d'exprimer. En fait, c'est chaque fois la même histoire depuis 20 ans. On en connaît la fin: les finances communales sont en fin de course, appelées à trinquer.

Mon avis est que notre pays mérite mieux que cela. La réforme des polices est passée. Elle est intégrée. Cela fonctionne bien ou moins bien, cela dépend. Notre État, aujourd'hui, dépense énormément d'argent (nos citoyens se demandent comment on va financer tout cela) et des besoins se font ressentir partout dans tous les domaines. Il y a des refinancements indispensables et nécessaires dans tous les domaines. Il me semble que la sécurité de nos concitoyens est un des éléments-clé du vivre ensemble.

Madame la ministre, je vous invite à clarifier cela et à davantage travailler avec les autorités locales qui sont appelées à financer une bonne partie de notre sécurité au quotidien.

À la lecture des chiffres que vous avez additionnés, quand j'entends ce que Mme Taquin a exprimé, je calcule rapidement 142 millions à charge des autorités locales. Comme ça, d'un coup, d'un seul! En réponse à cela, j'entends que des accords pourraient être trouvés. Non! À un moment donné, il faut pouvoir donner une lisibilité aux pouvoirs locaux, aux citoyens ensuite, mais aussi à nos policiers. Je pense qu'il faut oser ce débat national.

Nous avons la chance dans ce Parlement fédéral d'avoir des bourgmestres élus qui relaient des informations concrètes en provenance directe du terrain. Car nous sommes amenés à répondre à des questions qui nous sont posées quotidiennement. Je vous engage, madame la ministre, à oser ce débat, celui de la clarté.

La réforme des polices a 20 ans et même plus. Il serait bon de faire un état des lieux. Rappelons-nous les promesses de l'époque. On nous avait très sérieusement expliqué que cela ne coûterait rien aux finances communales! Vous connaissez ce débat. Il est régulièrement exprimé devant vous, même si vous n'êtes pas la seule responsable. Il n'empêche qu'il y a une responsabilité collective. Prenons-la. Osons ce débat public une bonne fois pour toutes.

01.16 Bert Moyaers (Vooruit): Mevrouw de minister, dank u voor de uitgebreide toelichting. Ik beseft dat dit voor u geen gemakkelijke opdracht is. Het vraagt heel veel moed en het verdient oprecht respect dat u die handschoen wil opnemen. Volgens mij beseft iedereen hier aan tafel, al dan niet digitaal aanwezig, dat de verwachtingen ten aanzien van de politie absoluut zijn toegenomen. Ik stel vast dat het takenpakket veel complexer is geworden en dat de psychosociale druk op onze politiemensen is

verhoogd. Vandaag is er heel veel ervaring bij de politiemensen en hun expertise is van groot belang voor de werking van de politie.

De NAVAP-regeling blijft wel een individueel recht en het is positief dat rechthebbenden worden uitgenodigd om langer actief te blijven, maar ik zie niet goed hoe we die rechthebbenden langer actief kunnen houden. Misschien kan men overtuigd worden met een sterk uitgewerkt plan, maar dat is iets voor de toekomst. Als het niet lukt, hangt daar wel een stevig kostenplaatje aan vast.

De problemen voor de lokale besturen werden aangekaart door de collega's en mijzelf. Ik beschouw het als positief dat u het kwalitatieve luik verder uit wil werken en met de lokale besturen aan de tafel wil gaan zitten, maar ook daar zijn de uitdagingen niet min. Ik geef het voorbeeld van Herk-de-Stad. De dotatie aan de politie vormt daar vandaag 10,6 % van het exploitatiebudget. Wij zijn vormen zeker geen uitzondering. Ieder jaar vraagt de politie bovendien aan het lokaal bestuur een groeimarge van bijna 4 % op de dotatie. Vandaag zijn er dan nog indexoverschrijdingen. Ik denk dat onze financieel directeur zijn hart vasthoudt voor een mogelijke vraag over een stijging van het groeipercentage van de dotatie aan de lokale politie. Dat legt ook druk op ons meerjarenplan. Onze politiezone heeft een personeelsbudget van maar liefst 35 miljoen euro en ik maak me dan ook zorgen dat daar nog 5 % bovenop zou komen. Ik meen in uw antwoord wel gehoord te hebben dat het uw intentie is om de financiële druk op de gemeentes niet te laten toenemen. Wanneer een structurele loonsverhoging ook nog in het bakje van de lokale besturen zou vallen, dan is het vet wel van de soep voor heel wat lokale begrotingen.

Tot slot nog een aandachtspunt dat reeds gedeeltelijk werd aangehaald door collega Taquin. Het is geen eenvoudige piste om een aantal dingen over de federale en de lokale verkiezingen van 2024 te tillen. De kaarten kunnen door de kiezer in 2024 tot tweemaal toe stevig worden geschud. Nieuwe schepencolleges worden over het algemeen vrij snel gevormd, maar federaal durft het wel eens wat langer te duren. Dat is niet zonder risico en dus een ernstig aandachtspunt.

01.17 Ortwin Depoortere (VB): Mevrouw de minister, ik kan uw antwoord eigenlijk in één woord omschrijven als een halfslachtige regeling. Daar heb ik een aantal redenen voor. Ik merk dat trouwens ook op in het betoog van de meerderheidspartij MR, die tot de oppositie lijkt te behoren. Ik bemerk dat tevens bij de vakbonden.

Twee vakbonden zijn het ermee eens, twee vakbonden niet.

Ik merk dat ook aan het feit dat de NAVAP-regeling blijft bestaan. Daar is geen structurele budgettaire oplossing voor. Ik merk het vooral ook aan de timing. U hebt nu een tussentijds akkoord, maar dat gaat pas in 2023 in. U schuift de hete aardappel dus rechtstreeks door naar volgend jaar. Uiteraard is er dan dit jaar dan geen begrotingswijziging nodig. Dat lost natuurlijk niets op.

Het is nog erger als u de tweede fase van de onderhandelingen wil opstarten in 2024, wanneer er niet alleen gemeenteraadsverkiezingen voor de deur staan maar ook federale verkiezingen. U gaat dus verbintenissen aan voor een meerderheid die er op dat moment niet meer zal zijn. U weet net zo goed als ik dat er in 2024 helemaal niets zal terechtkomen van een tweede fase van deze onderhandelingen.

Daarenboven is het al aangekaart door verschillende collega's dat het water zeer veel lokale besturen aan de lippen staat. Zij zullen die budgettaire inspanningen immers moeten leveren.

Wat nodig is, is dat de timing herzien wordt, mevrouw de minister. Men moet niet wachten tot 2023 om de eerste fase te laten ingaan. Men moet zeker niet wachten tot 2024 voor de tweede fase van de loonsonderhandelingen, want eigenlijk is dat allemaal verloren tijd.

Ik kan u wel volgen als u de aantrekkelijkheid van het statuut van de politiebeambte wil verhogen. Er is inderdaad nog zeer veel werk op het kwalitatieve vlak. Dat is effectief iets waar wij in dit Parlement samen met u aan moeten werken in deze legislatuur.

Het heeft ook veel te maken met de hertekening van de financiering van de politiezones. U hebt daar zelf naar verwezen. Het heeft uiteraard ook met de hertekening van het politielandschap an sich te maken. Welke taken moeten federaal uitgevoerd worden en welke taken horen eerder op het lokale niveau? Al die zaken moeten eigenlijk zo snel mogelijk uitgeklaard worden, voor men tot een nieuwe financiering en tot nieuwe budgettaire inspanningen kan overgaan.

Mevrouw de minister, ik hoop dat dit geen werk van lange adem wordt en dat u dit niet op de lange baan schuift maar er op korte termijn werk van wil maken.

01.18 **Sigrid Goethals** (N-VA): Mevrouw de minister, ik vrees dat ik enigszins in herhaling moet vallen. Ik kan het alleen eens zijn met wat de vorige sprekers zeiden. Wij merken dat duidelijk. Er is hier toch wel een aantal burgemeesters in de zaal of online aanwezig en zij voelen zich hier niet bij betrokken. Uiteindelijk zullen de gemeenten aan het einde van de rit moeten betalen.

Ik vind het nogal gemakkelijk om te zeggen dat men een loonsverhoging krijgt en nadien eens gaat bekijken hoe men dat gaat budgetteren. Dat is niet de normale gang van zaken. U gaat pas nu met de VVSG samenzitten om te bekijken hoe het aan het einde van de rit betaald kan worden. Ik vind dat een beetje gek. Dat is geld uitgeven dat men nog niet heeft.

01.19 Minister **Annelies Verlinden**: Mevrouw Goethals, hoe heeft de heer Jambon dat gedaan in 2018?

01.20 **Sigrid Goethals** (N-VA): De heer Jambon zit vandaag niet meer op die stoel.

01.21 Minister **Annelies Verlinden**: Ik vraag het gewoon maar. Hoe zou u het anders doen? Hoe heeft de heer Jambon dat gedaan in 2018?

01.22 **Sigrid Goethals** (N-VA): Ik zit vandaag niet op uw stoel, mevrouw de minister.

01.23 Minister **Annelies Verlinden**: U geeft commentaar, maar u geeft geen oplossingen. Meer nog, de vorige minister van Binnenlandse Zaken, van uw eigen partij, heeft het nog veel erger gedaan. Hij heeft de factuur doorgestuurd naar de volgende regering en er bovendien de lokale besturen helemaal niet bij betrokken, wat wij wel hebben gedaan.

Ik merk gewoon op dat uw commentaar een beetje ijdel is, door daarnaar te verwijzen terwijl de vorige minister het nog veel erger heeft gedaan. Hoe had het dan anders moeten gebeuren? Dat is gewoon een vraag. Als u geen idee hebt, noteer ik dat, maar dan is het misschien wel de moeite waard om daarover eens na te denken.

01.24 **Sigrid Goethals** (N-VA): Ik moet daar vandaag niet over nadenken. Ik vind het ontzettend gemakkelijk om steeds terug te verwijzen. U bent trouwens niet de enige die dat doet, ook uw collega Vandenbroucke doet dat regelmatig. Het is een beetje goedkoop om steeds te vergelijken met een vorige regering. Ik vind dat een zwak argument. Ik kan reeds op voorhand zeggen dat het aangehaald zal worden. Het is

ontzettend zwak.

01.25 Minister **Annelies Verlinden**: Het zegt iets over de inhoud van uw commentaar. U zegt dat het heel gemakkelijk is om het zo te doen. Als het zo voor de hand liggend is om het anders te doen, waarom hebben mijn voorgangers het dan niet anders gedaan? Wat zou uw suggestie zijn om het anders te doen?

Die onderhandelingen betreffen een multipartijengebeuren en men moet stap voor stap werken. Ik heb nu een akkoord met twee vakbonden. U doet nu alsof wij alles gewoon afwentelen op de lokale besturen. Dat is fundamenteel verkeerd.

Ik vraag u daarom wat u anders zou doen. U zegt dan dat het uw taak niet is en ik neem daarvan akte. U hebt dus geen idee. Ik neem daar akte van, dat is geen probleem. Onze zoektocht naar alternatieven is dan echter ook niet geholpen met uw repliek van vandaag.

01.26 **Sigrid Goethals** (N-VA): Mevrouw de minister, heb ik ooit gezegd dat het een makkelijke taak was? Dat hebt u mij niet horen zeggen. Ik heb dat nooit gezegd en dat zal ik ook nooit doen. Het is niet gemakkelijk. Ik heb nooit het tegendeel gezegd of beweerd.

Ik kan vandaag alleen vaststellen dat ontzettend veel burgemeesters ongerust zijn over hoe een en ander betaald zal moeten worden. Dat heb ik niet alleen aangegeven. Het is grof dat u hier alleen op mij afgeeft. Het is jammer. U bent wellicht om de een of andere reden misnoegd over onze partij. Ik kan daar niks aan veranderen. Dat is zo en dat zal zo blijven.

Hoe een en ander is gelopen, is jammer. Ik weet niet of u het zich herinnert, maar ik heb erop gewezen dat het een stap in de goede richting is. Dergelijke zinnen lijkt u echter altijd te vergeten, als ik die uitspreek. Die zinnen haalt u niet aan. U maakt dus een selectieve opsomming van wat ik heb gezegd of niet zou hebben gezegd.

Ik heb aangegeven dat ik niet in herhaling zou vallen. Mevrouw Taquin heeft een heel mooie brief voorgelezen, waaruit blijkt dat niet alleen ik en de N-VA misnoegd zijn. Nog andere partijen zijn misnoegd en ongerust over de betaling. Het gaat alleen daarover. Ik zal het daarbij houden.

01.27 **Daniel Senesael** (PS): Madame la ministre, je serai très bref pour ne pas être redondant. Je tiens à souligner les avancées déjà

enregistrées, et je vous en remercie. Il faut aussi voir le verre à moitié plein plutôt qu'à moitié vide. Par contre, je ne peux rester indifférent aux remarques qui ont été remontées et établies par mes collègues au niveau de l'échéancier, des finances locales et de la concertation avec les pouvoirs locaux. Tout cela me semble essentiel.

Le problème de la NAPAP reste pour les zones, au niveau de leurs finances locales, un problème dont il faut sortir grand la tête haute et avec une solution.

Madame la ministre, je vous remercie également d'avoir souligné la priorité maintenue de votre note de politique générale en ce qui concerne la lutte contre les violences faites aux policiers. Même si cela ne fait pas partie de l'accord en tant que tel au niveau syndical, je me réjouis du maintien de cette priorité.

01.28 **Vanessa Matz** (cdH): Madame la ministre, je vous remercie pour cette réponse extrêmement détaillée, comme à l'accoutumée. Si le sujet n'était pas si grave, je dirais "avec les amis qu'on a, pas besoin d'ennemis". Vous aurez compris qu'évidemment, les membres de la majorité qui s'opposent ou critiquent cet accord mettent en exergue toutes les limites d'un accord que j'ai qualifié d'intermédiaire. À ces membres de la majorité, je voudrais dire qu'ils font partie du même gouvernement que vous et qu'il importe peut-être que des moyens complémentaires soient dégagés pour non seulement arriver à un accord moins tardif, de manière à ne pas reporter sur les gouvernements futurs, mais aussi de pouvoir honorer, vis-à-vis des pouvoirs locaux, la facture qui risque d'être la leur dans les mois qui viennent. Outre les accords que vous trouverez éventuellement, cela reste extrêmement flou et ce n'est absolument pas sécurisant pour les mandataires locaux qui font face à une masse de frais, singulièrement depuis la pandémie.

J'invite donc vraiment les membres de la majorité à soutenir Mme la ministre lorsqu'elle demande des moyens complémentaires.

Nous reviendrons, tout à l'heure, sur le délicat dossier de la police judiciaire et des moyens dévolus à la police fédérale. Certes, il est aisé de critiquer. Je dois avouer que je suis également tentée de le faire. Mais vu le nombre de membres de la majorité qui l'ont déjà fait, cela me ferait honte.

Je regrette évidemment le flou qui entoure l'accord, les échéances, les moyens mis en